



Mea shearim

LE QUARTIER DE MEA SHEARIM

Dans ce quartier des ultra-orthodoxes, porter une tenue 'modeste' est de rigueur.

La visite de Mea Shearim est l'assurance d'un vrai dépaysement, d'un voyage à une autre époque, dans un autre monde. En effet, les habitants ultra-orthodoxes de ce quartier vivent en vase clos. Ils n'apprécient pas trop les visites. Ici tout les hommes sont habillés de la même façon, costume noir et chemise blanche. Le chale de prière, le talith, se porte à même le corps et les franges, les tsitsits, dépassent de la la chemise. D'autres hommes portent une redingote et des bas, et se couvrent d'un chapeau, comme celui que portaient les juifs en Pologne et en Russie au 18^e siècle. Peu importe que la température avoisine les 40 degrés l'été.



Les femmes sont vêtues "modestement", la modestie locale devant se comprendre comme la couverture maximale du corps. Pas de décolleté, d'épaule, de bras ou de jambes nues évidemment, la modestie de la femme étant souvent une manière de la dissimuler derrière ses habits. Les femmes de Mea Shearim se rasent la tête lors de leur mariage et les cheveux dépassant des bérets ne sont ici que des perruques.

Les crânes des enfants sont rasés pour ne pas s'élever vers le ciel, même par les cheveux. Les hommes portent les *payos*, les papillotes considérées par eux comme de la barbe que l'on ne doit pas couper. Un monde uniforme où les hommes prient et les femmes travaillent, où les familles sont aussi pauvres que nombreuses, où la technologie ne rentre que sur l'avis du rabbin, qui limite même les sites internet accessibles sur le smartphone, où il est indiqué dans les rues, à grand renfort de panneaux explicatifs, que vous n'êtes pas comme vous pouvez le croire, sur la voie publique, mais chez eux.

Le quartier a été construit en 1874 et son nom est couramment traduit par "les cent portes", nombre de portes qu'aurait eu le quartier à l'origine. Ce serait pour d'autres les 100 porteurs de parts de la société à l'origine de la construction. Mais le nom trouverait plutôt son origine dans le verset 26 du premier chapitre de la Genèse : "Isaac fit des semailles sur cette terre et récolta, cette année-là, le centuple. Le Seigneur le bénit". C'est ce verset qui était lu à la synagogue le jour où a commencé la construction de ce quartier.

C'est l'un des cinq premiers quartiers juifs construits en dehors de la vieille ville. Ses habitants s'appellent les Haredim, les craignant-Dieu. Les Haredim représentent environ 12% de la population en Israël. Ici tout le monde lit et étudie, mais le sujet quoique vaste est unique : la Torah et ses commentaires, le talmud. Pas de télévision ou de radio, quelques cabines téléphoniques. Ceux qui possèdent un smartphone doivent le brider pour ne joindre que l'information religieuse, à l'exception de tout 'divertissement', qui éloigne de l'étude de la Torah.

La langue Haredi n'est pas l'hébreu, langue sacrée réservée aux prières, mais le Yiddish, le judeo-allemand parlé en Europe orientale avant la Shoah. C'est peut-être le seul endroit au monde avec New-York où l'on peut encore trouver des locuteurs de cette langue, victime collatérale des Hitlériens.

Mea Shearim, c'est aussi une attitude très intransigeante vis-à-vis de tout ce qui dérange ce petit monde très organisé : l'obligation d'aller à l'armée, ou de porter des masques face au coronavirus suffit à embraser périodiquement le quartier.

* * *

¹Cette communauté est aussi connue pour appliquer un strict séparatisme social. La femme *haredi* doit toujours être sous une autorité masculine : son père avant son mariage, puis son mari. Une fois mariée, tout contact physique avec un homme qui n'est pas son mari lui est interdit. Ainsi, l'ensemble de l'espace social à l'intérieur des quartiers *haredi* a été aménagé de manière à restreindre au maximum tout contact entre les deux sexes. Dès les années 1980, des passages piétons séparés pour les hommes et les femmes ont été créés, afin d'éviter tout frôlements involontaires aux heures de pointes. A partir de 2001, des lignes de bus privées ségrégant les femmes, qui doivent se tenir debout à l'arrière tandis que les hommes occupent les places assises à l'avant, ont été mises en services dans plusieurs quartiers ultra-orthodoxes de Jérusalem. Cette volonté de contrôle social n'est évidemment possible à mettre en œuvre qu'à l'intérieur des quartiers *haredi*, ce qui explique l'isolement volontaire de la communauté.

Aujourd'hui, la surpopulation de ces quartiers les pousse parfois à migrer dans d'autres secteurs historiquement laïcs de Jérusalem. Leur arrivée est souvent source de tension avec le reste de la société car ils tentent d'y imposer leurs exigences vestimentaires et religieuses. Le célèbre marché de Mahane Yehuda à Jérusalem est bon exemple des tensions quotidiennes qui peuvent exister entre les ultra-orthodoxes et le reste des Israéliens. Situé dans un quartier de laïc de Jérusalem à proximité de la vieille ville, beaucoup de vendeurs ne ferment pas leurs stands pendant le shabbat, notamment à cause de l'affluence de nombreux touristes. Face à cela, des groupes de *haredim* arpentent chaque rue du marché tous les vendredis pour forcer les réfractaires à fermer boutique, en restant aussi longtemps que nécessaire devant leurs stands en récitant des prières de shabbat et en faisant fuir les potentiels clients. Il n'est alors pas rare que les esprits s'échauffent. De même, il est courant que des pierres

1 Extraits d'un article du site : [les clés du moyen-orient](http://lesclésdu Moyen-Orient.com), 9/10/2015

soient lancées sur les voitures circulant pendant le shabbat si elles s'approchent trop des quartiers *haredi*. En 2009, d'importantes émeutes avaient même éclaté entre les hommes *haredi* et la police israélienne, alors que la municipalité de Jérusalem avait tenté de laisser un parking ouvert pendant le shabbat à Méa shéarim, l'un des plus anciens quartiers *haredi*.

Ces événements s'incarnent parfois de façon plus violente. A l'image de Yishai Schlissel, le tueur de la Gay Pride, certains *haredim* portent directement atteinte à la vie de leurs concitoyens israéliens pour exprimer leur désaccord politique. Les motivations de ces actes s'expliquent en partie par l'appréhension très particulière que font les ultra-orthodoxes de l'Etat dans lequel ils résident.

Les difficiles relations de la communauté *haredi* avec l'Etat israélien

Malgré leur présence en « Terre Sainte », les *haredim* portent une aversion profonde à l'égard des courants sionistes et de l'ensemble de leurs réalisations, le plus important d'entre eux étant la création de l'Etat juif. En 1882, date de la première vague d'immigration sioniste en Palestine ottomane, quelques 26 000 juifs résidaient alors dans cette province, dont une partie importante de *haredim* ashkénazes ayant émigré au cours des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. Cette communauté, qui vivait alors au rythme du calendrier hébraïque, recluse dans la vieille ville de Jérusalem ainsi que dans les villes saintes de Hebron et de Safed, réserva un accueil très mitigé aux premiers migrants sionistes. Il est nécessaire de préciser à ce titre que la communauté ultra-orthodoxe de l'époque ne revendiquait aucune forme de



souveraineté concomitante à sa présence en *Eretz* Israël, mais s'inscrivait toujours dans le registre du culturel dans ses rapports avec les autorités locales. L'arrivée des premiers sionistes et leur volonté d'émancipation politique reçut donc un accueil majoritairement défavorable de la part des *haredim*, qui craignaient notamment des représailles de la part des Arabes.

C'est toutefois sur le terrain des idées que le fossé entre les deux parties fut le plus virulent. En effet, la position laïque et marxiste partagée par la majorité des sionistes de l'époque était en opposition flagrante avec le mode de vie *haredi*, basé sur une stricte application de principes religieux. Selon l'idéologie de la communauté ultra-orthodoxe, la Torah doit être l'unique source de législation et la loi juive, la *halakha*, est la seule à pouvoir être appliquée. La volonté des nouveaux migrants sionistes de créer un Etat qui outrepasserait ces lois religieuses fut donc très mal perçue par les *haredim* présents en Palestine avant 1948. Ils furent d'ailleurs unanimement

absents du processus d'émancipation politique incarné par les différentes organisations juives qui travaillèrent à créer les bases du futur Etat.

Après 1948, l'opposition des *haredim* à l'Etat hébreu s'étaya autour des mêmes points de discordes. Le refus du nouvel Etat de reconnaître la suprématie de la loi religieuse sur la loi civile resta la principale grande incompatibilité entre les deux parties. Ce désaccord fut aussi renforcé par une certaine aversion envers le système démocratique, qui fait passer la volonté de la majorité avant la volonté de Dieu.

Plus de soixante ans après la création d'Israël, l'appréhension ultra-orthodoxe de l'Etat a toutefois quelque peu évolué et il convient désormais de distinguer plusieurs courants de pensées. Une partie d'entre eux rejette toujours radicalement le sionisme et l'exprime parfois de manière violente. Le groupe Neturei Karta en est une illustration. Il appelle à la destruction d'Israël et la création d'un Etat palestinien, de la Méditerranée au Jourdain. L'attaque de Yishai Schlissel lors de la Gay Pride est un autre exemple de ce que le gouvernement de Netanyahou qualifie désormais de « crimes de haine » menaçant « le droit des Israéliens à vivre en paix », au sein même de leur société. Il convient cependant de rappeler que malgré leur opposition aux institutions israéliennes, seule une minorité des ultra-orthodoxes se livre des actes similaires, la plupart des rabbins interdisant l'usage de la violence. Sans aller aussi loin, la majorité d'entre eux affiche donc son opposition à l'Etat hébreu et à son idéologie à travers un isolement volontaire dans les quartiers *haredi*, où ils vivent indépendamment des lois civiles.

A cet extrême inverse, se trouve une minorité de *hareditzioni* qui se veut à la fois ultra-orthodoxe et sioniste. Ils se caractérisent par leurs positions ultra-nationalistes et endossent les positions les plus extrêmes du sionisme. Ils constituent la base électorale de différents partis nationaliste, tels que le Likoud de Benjamin Netanyahou, Israel Beitenu, littéralement « Israël notre maison », d'Avigdor Lieberman, le Foyer Juif de Naftali Bennett, ou encore le Shass, parti historiquement ultra-orthodoxe séfardite qui a annoncé son ralliement officiel au sionisme en 2010. Cette large représentation politique révèle un certain paradoxe de la communauté ultra-orthodoxe qui, malgré un désintérêt pour les institutions politiques israéliennes, s'y est rapidement implanté. C'est finalement cette action politique qui fut tout autant promoteur que révélateur des tensions entre cette communauté et le reste de la société israélienne.

Une action politique révélatrice : à l'origine de tensions sociales/communautaires

En effet, et en dépit de sa réserve, la communauté *haredi* a été politiquement représentée en Israël dès 1948, avec l'objectif affiché de défendre et de maintenir ses intérêts. En 1912, Agoudat Israel, littéralement « Union d'Israël », fut le premier parti à être créé par et pour des ultra-orthodoxes polonais. L'objectif du parti était alors d'organiser les *haredim* d'Europe orientale autour de leurs communautés afin de lutter contre les modernistes du judaïsme, notamment les sionistes et les socialistes. Pourtant, et malgré son hostilité au sionisme, Agoudat Israel participe dès 1948 aux coalitions gouvernementales du nouvel Etat hébreu, notamment au côté du parti travailliste Mapaï. C'est grâce à leurs élus que les étudiants des yeshivot obtiennent, dès 1950, d'être exemptés de service militaire. Dans toutes les coalitions où ils furent présents, les élus Agoudat Israel ont milité pour obtenir un respect des lois juives. On leur doit notamment l'absence de mariage civil.

Agoudat Israel restera l'unique parti politique représentant les ultra-orthodoxes jusque dans les années 1980, où il connaît deux scissions, concomitantes à une vague d'immigration de juifs séfarades qui créèrent le Shass en

1984, poussant ainsi les ashkénazes à créer leur propre parti, Degel Ha Torah, en 1988. Malgré ces scissions, les différents partis ultra-orthodoxes unissent leur électorat dans la majorité des scrutins sous le parti de Yahadut Ha Torah, littéralement « Judaïsme unifié de la Torah ». Aux dernières élections législatives de 2015, Yahadut Ha Torah, Israel Beitenu, le Foyer Juif et le Shass ont par exemple obtenu à eux quatre 27 sièges sur les 120 que comptent la Knesset, ce qui, allié aux 30 sièges du Likoud, offre une relative marge de manœuvre aux sensibilités ultra-orthodoxes.

C'est par ce type d'investissement politique que les *haredim* ont réussi à s'exempter du service militaire pendant plus de six décennies, dès lors qu'ils étaient inscrits dans une yeshiva jusque l'âge de 28 ans. L'aversion de la majorité des ultra-orthodoxes pour cette institution tient en son côté violent, nationaliste et mixte. Si cette situation était socialement acceptable en 1950, elle l'était beaucoup moins soixante ans plus tard, alors que les *haredim* représentaient environ 10% de la population israélienne. De plus, dans une société où les années de service militaire constituent un socle de socialisation et d'intégration de valeurs nationalistes, la mise à l'écart des ultra-orthodoxes renforçait encore un peu plus leur marginalisation au sein de la société. Consciente des tensions que cela pouvait susciter, la Knesset a adopté l'an dernier une loi obligeant les *haredim* à effectuer leur service militaire, suscitant ainsi la colère de nombre d'entre eux .

La conscription n'est qu'un exemple parmi d'autres des points de discord existants entre la communauté *haredi* et le reste des Israéliens, qui montrent de plus en plus d'incompréhension face à ce qui peut être interprété comme un régime préférentiel, particulièrement à un moment où le pays se trouve dans une situation économique délicate. En effet, sur les 10% d'ultra-orthodoxes qui composent la société israélienne, 60% d'entre eux n'exercent aucun emploi afin de pouvoir se consacrer pleinement à l'étude des textes religieux. Malgré leur réserve pour l'Etat, la plupart d'entre eux acceptent différentes aides qu'il propose pour les aider à subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Or, d'ici à 2050, la communauté ultra-orthodoxe devrait représenter 25% de la population israélienne, selon les estimations du FMI. Le défi représenté par les *haredim* pour la société israélienne n'est donc pas seulement social et sécuritaire, il est aussi économique et c'est peut-être en ce sens qu'il menace le plus la cohésion de la société israélienne.

Les défis posés à Israël par la communauté *haredi* s'illustrent donc dans différents domaines, tous autant décisifs pour le futur de l'État. Pourtant, les coalitions gouvernementales successives du Likoud ont longtemps minimisé l'enjeu ultra-orthodoxe, pour mettre l'accent sur des menaces extérieures, telles que le Hamas ou l'Iran. C'est la cohésion sociale israélienne, déjà fragmentée, qui pâti aujourd'hui de cette situation qui nécessite une réelle réponse politique."

www.monbalagan.com